



Revue de presse

Vers un Centre
d'Animation,
d'Archives
et de Recherches
sur les Mouvements
Étudiants à Reims



Contact presse :
Caroline Chalier
Tel : 03.26.83.86.90
Mail : caroline.chalier@caarme.fr



Date de parution : 10/11/2007

LIBÉRATION SAMEDI 10 ET DIMANCHE 11 NOVEMBRE 2007

Jean-Philippe Legois, historien

«Le climat social pourrait renforcer la contestation étudiante»

QUESTIONS À

Jean-Philippe Legois est historien spécialiste de la contestation universitaire, membre du Germe (groupe de recherche sur les mouvements étudiants) et de la mission Caarme (pour la création d'un centre d'archives sur les mouvements étudiants). Il analyse les sources de la mobilisation actuelle et ses risques d'extension.

Le mouvement étudiant peut-il prendre de l'ampleur ?

Deux possibilités existent : un mouvement massif comme le CPE en 2006, ou un mouvement relativement minoritaire, comme en 2003 contre la réforme LMD (instaurant la licence, le master et le doctorat en trois, cinq et huit ans, ndr). Cela avait alors été difficile de mobiliser, car le LMD ne s'appliquait pas à toutes les universités en même temps. Aujourd'hui, toutes vont devoir se prononcer sur la composition de leur nouveau conseil d'administration et réformer leur gouvernance.

Certains groupes politiques misent sur le climat social. Il peut en effet renforcer la protestation. Mais il y a une autre hypothèse : en 1995, le mouvement social était tellement fort que la mobilisation étudiante (contre les restrictions budgétaires) s'est fondue dedans. La grève du 20 novembre, celle de la fonction publique, sera importante : elle peut être un point de jonction des étudiants avec d'autres secteurs.

Le gouvernement accuse le mouvement d'être politique. Qu'en pensez-vous ?

C'est un faux débat qui revient chaque fois. Les militants étudiants qui lancent le mouvement sont aussi souvent des militants politiques ou syndicaux. Mais –et c'est l'essentiel– soit ils restent une quinzaine dans un amphî, soit l'amphî devient bondé et ils



À la Sorbonne, à Paris, jeudi soir, lors d'une assemblée générale. PHOTO LIONEL CHARREMYCOP

dépassent une taille critique. C'est toutefois plus compliqué que contre le Contrat première embauche car les revendications ne sont pas si claires.

L'opposition au CPE unifiait tout le monde. Sur la LRU (loi libertés et responsabilités des universités), les positions des mouvements étudiants sont diverses. Le gouvernement a eu

l'intelligence de mener une concertation assez large durant l'été et il a retiré ce qui pouvait déclencher une mobilisation immédiate, comme la sélection à l'entrée du master. Des changements majeurs sont toutefois restés, comme la réduction à la portion congrue de la représentation étudiante au conseil d'administration – l'un des héritages de 68. Mais les mouvements qui ont participé à la concertation ont eu l'impression d'avoir obtenu quelque chose et aujourd'hui, ils se sentent en porte-à-faux.

Vous pensez à l'Unef, le principal syndicat étudiant ?

L'Unef a en effet voulu monter au créneau sur les points touchant les étudiants et leurs conditions de vie. Et elle s'est abstenue de se prononcer sur la vision de l'université dessinée dans cette loi.

Cette réforme est-elle vraiment inquiétante ?

Pour les étudiants en tant que tels, c'est difficile à dire. Mais quand l'université évolue dans une direction, ça concerne tous ses membres. Jusqu'ici, on était dans un système de gouvernement «de pairs», la communauté universitaire fixant ses

propres règles. On passe à une conception de l'université plus «présidentielle», plus ouverte au monde de l'entreprise, et au renforcement des relations entre les deux. Sud-Étudiant et les autres organisations à l'origine du mouvement se sont saisies du thème, qui apparaît d'ailleurs dans les AG, parfois de façon caricaturale.

C'est donc une réforme importante ?

Oui, si elle est effectivement appliquée et dispose de moyens. On débat de la fonction de l'université et de toutes ces questions depuis 1968.

Recueilli par **VÉRONIQUE SOULÉ**

Treize universités bloquées

Sur 85 universités, 13 étaient touchées vendredi par des blocages, notamment à Rouen, Tours, Nantes et Nanterre. Une coordination nationale étudiante devait définir ce week-end à Rennes les suites à donner au mouvement qui risque de s'étendre la semaine prochaine avec la grève dans les transports. Le gouvernement et les présidents d'université ont dénoncé un mouvement qu'ils jugent noyauté par l'extrême gauche et violent les droits des non-grévistes.

Les Echos

Le Quotidien de l'Economie

Date de parution : 16/11/2007

Jours de fièvre à l'université

Le Monde 16/11/07 et Le Monde 20/11/07 - page 9

Quarante universités perturbées, 17.000 étudiants dans les assemblées générales, des face-à-face houleux avec les forces de l'ordre à Nanterre et Nantes. Après une rentrée plutôt sereine, l'atmosphère a changé, pas deux semaines semaines, le monde étudiant réagit et promet à ses militants. Bientôt poussés de fièvre orchestrés par l'automne grâce à un contexte social dégradé ? Nouveau symptôme du malaise d'une jeunesse qui, de la mise des bacheliers à celle du CPE, n'en finit pas de créer son identité face à l'avenir ? Le mouvement reprend d'autant plus que la communauté universitaire n'a eu de cesse de mater, depuis un an, son désir de réformer l'enseignement supérieur, et que la plupart de ses représentants ont joué la loi de la concertation avec la ministre, Valérie Pécresse, lors de l'élaboration de la loi Liberté et Responsabilité des universités (LRU), dite loi Autonomie, votée cet été. Alors qu'un appel à la mobilisation est lancé aujourd'hui à l'occasion du vote à l'Assemblée nationale du budget 2008 de l'enseignement supérieur, « Les Echos » tire le chronique d'un mouvement atypique.



« Les patrons ferment les filières non rentables »

En ce lundi matin lumineux du 12 novembre, la fac de sciences humaines de Tours, passée sur les rives de la Loire, a des airs de noirce abandonné. Quelques étudiants sortent et viennent entre les bancs des tables. Une poignée s'affaire soigneusement derrière un stand. « Mon à à LRU, tous dans le jeu », « Non à l'université privée », proclament des banderoles. « Sébastien Chabal soutient les étudiants en lutte », s'impose cette affiche manichéenne.

Depuis une semaine, le site des Tanneurs... 7.000 étudiants sur les 23.000 que compte l'université... est bloqué. La fac ne vibre plus au rythme des cours mais à celui, plus aléatoire, des assemblées générales (AG) et des « actions ». Ce matin, les étudiants résistent. Ils ont quelques heures avant l'AG de 16 heures. Une performance tenue en centre-ville ? L'université se félicite pour faire déborder le campus de droit ? Va pour une « soirée des professeurs de l'université » qui anéantira quelques milliers de salariés. Les juristes attendent. Comme dans son numéro de campus, ils sont à la remorque d'un mouvement qui a pris corps dans les bastions de sciences humaines, réputés plus pacifistes et plus inquiets face à leur avenir. « Avec le CPE, les patrons des entreprises qui financent les facs ferment les filières non rentables, les arts et les sciences humaines », affirme ainsi Hannah, étudiante en première année d'anglais.

« Je suis plus âgée, mais tout aussi inquiète. Camille, en troisième année d'italien, porte la question de la sélection. « Je viens d'un bac techno que je n'avais pas choisi et l'université me permet d'accéder à mon rêve, devenir professeur. Je ne m'en sors pas moins bien que les autres, il ne faut pas fermer cette porte. » Fait rare, la jeune femme dit avoir lu la loi. Conclède qu'il « n'y a rien de vraiment inquiétant dans le texte », mais juge que « tout est dit entre les lignes ». « C'est une question de confiance dans le gouvernement. Je ne l'ai pas parce que je vois ce qui se passe dans les pays voisins qui ont voté ce type de loi : hausse des droits d'inscription, sélection », estime Adeline, en master de sociologie.

Procès d'intention, rétorque le ministère, arguant de la hausse du budget de l'enseignement supérieur, du plafonnement des droits d'inscription et du retrait, dès juin, de l'article sur la sélection. Il n'empêche, la défiance, parfois nourrie d'un désir de troisième tour social, est bien là. Perceptible dans l'AG où la plaidoirie de Marguerite en faveur d'un texte qui, « au moins, propose des solutions pour trouver de l'argent » ne rencontre aucun succès.

« La jonction avec les cheminots : du fantôme »

Assemblée générale, lundi à Nanterre : l'atmosphère est surchauffée, les interventions électriques et la tension palpable entre les pro et les antiblocage. Les étudiants se pressent par dizaines sur l'estrade en attendant leur tour de micro. Un cheminot s'est glissé parmi eux et prend la parole. Le discours, soudain plus structuré, plus convenu aussi, provoque un brouhaha à mi-chemin entre l'enthousiasme et l'exaspération, à l'image du vote final, serré, en faveur du blocage (873 contre 767). La mobilisation étudiante ayant bénéficié, lors de son démarrage, d'un climat social conflictuel, la question de la convergence des mouvements revient sans cesse, à la tribune, au travers d'appels à la « solidarité » avec les cheminots, les marins pêcheurs, les magistrats ou encore les sans-papiers. Mais sans faire l'unanimité.

Pour Dimitri Monforte, en troisième année de droit, militant aux Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR) et membre de l'Unef, la participation aux manifestations nationales de « travailleurs » coule de source : « Les étudiants sont aussi des citoyens, nous faisons partie de la société, nous allons bientôt entrer sur le marché du travail, la question des retraites nous intéresse. » Employé de nuit à La Poste, Rachid Tayeb, inscrit en master de droit social, rappelle qu'« un étudiant sur deux est obligé de travailler pour payer ses études. On ne peut pas dire que le monde de l'entreprise nous est indifférent. Ça nous donne aussi un droit de regard sur ce qui s'y passe ». Mais, pour lui, « la jonction avec les cheminots, c'est du fantôme ». Ce représentant de l'Unef au conseil d'administration de l'université estime que « la contestation doit rester légitime, nous ne devons pas nous disperser, sinon nous risquons d'être inaudibles ». Les organisations de salariés sont d'ailleurs hésitantes face aux offres de service : l'appel de la Coordination étudiante à bloquer les gares a ainsi été accueilli fraîchement par la CGT cheminots et FO, qui redoutaient un « risque de dérapage au niveau de la sécurité ». SUD-rail, en revanche, a été moins regardant, ouvrant les portes de ses AG aux étudiants.

« Une génération de militants très politisés »

Y compris à l'intérieur des syndicats étudiants, les divergences sont fortes non seulement sur les débouchés, mais aussi sur les revendications (abrogation de la loi LRU, moyens budgétaires et vie étudiante) et les modes de mobilisation (sur ou contre le blocage). Même enraidé que la mobilisation contre le contrat première embauche (CPE), le mouvement a été initié par des syndicats et des organisations minoritaires proches des communistes et de l'extrême gauche, aux cultures politiques pourtant très différentes, mais réunis pour l'occasion en Collectif étudiant contre l'autonomie des universités (Cécau). En l'espace de trois ans, on a vu naître une génération de militants très politisés, pas toujours encadrés, et, quand ils se sentent un peu soutenus par l'extérieur à la lutte, les mots d'ordre varient du fait. Ces journées ont déjà participé aux manifestations de lycéens contre la loi Fillon et à celles contre le CPE. Ils ont indéniablement capitalisé des expériences et misé sur de nouvelles stratégies de lutte », indique Jean-Philippe Legais, historien et directeur de la mission Coarpe, pour la création d'un centre d'archives à l'entrée sur les mouvements étudiants.

Le savoir-faire acquis les dernières années explique en partie que ces organisations radicales aient pu se passer du soutien de l'Unef, qui s'est d'abord appuyé à la fin de l'été dernier à amplifier « la mobilisation de peur de perdre du terrain lors des élections étudiantes, en début d'année prochaine. Mais leurs méthodes d'action plus frontales ont aussi pu contribuer à les fragiliser, donnant des arguments aux forces de l'ordre pour intervenir, comme cela a été le cas à plusieurs reprises à Nanterre. Leur activisme a creusé le fossé avec les organisations traditionnelles (Fage, Coordination étudiants, PCE, UNEF) qui, après avoir négocié la loi avec Valérie Pécresse, condamnent aujourd'hui les blocages.

« Ma fac a été bloquée quatre fois en cinq ans »

« Son bureau n'est pas loin de l'imprimé, mais les colères de l'assemblée générale m'y montent guère. En cette fin d'après-midi, Michel Lussault n'a pas l'intention de quitter son arde siens sans se confronter à l'ine des étudiants bouillonnants. « A quel bon ? Ça ne changera rien. Ils veulent continuer, mais continuer. Le conseil est tout cela par-dessus. Le site a été bloqué quatre fois en cinq ans », lâche le président de l'université. Une exaspération partagée par de nombreux étudiants, qui, comme Lucile, sont venus dans l'après-midi voter le blocage. « Nous avons déjà mené une semaine, il faut passer aux armes », affirme Lucile, brandissant une pétition de 500 signatures. « C'est un moment critique dans l'année. Il y a des étudiants qui sont en train de passer leur. Et quelle image pour l'université, qui tente de se moderniser ? Si les reconvoqués deux, nous allons encore perdre des étudiants l'an prochain. Or nous allons dans le mur, dans le mur de la porte de sortie pour l'instant. Le reste de la loi sera catastrophique... des présidents démissionneront sans doute », se désole Michel Lussault.

C'est pourtant ce que demande le principal syndicat d'enseignants du supérieur, le Snesup-FSU, dont le leader, Jean Fabrin, est en poste... à Tours. L'enseignant-chercheur n'hésite pas à payer de sa personne en AG. « Nous ne sommes pas pour le statu quo, nous voulons une loi programmatique qui réponde aux besoins des étudiants et des personnels », a-t-il lancé devant les 1.300 étudiants. Un appel qui ne laisse pas les personnels indifférents.

Dans une fac réputée en pointe de la contestation, et qui devrait accueillir ce week-end la troisième coordination nationale étudiante, certains, en interne, font grief à Michel Lussault, également porte-parole des 85 universités françaises, d'avoir négocié la loi avec la ministre de l'Enseignement supérieur. « Nous n'avons jamais nié qu'il y avait un malaise étudiant, nous avons demandé plus de moyens. Cependant, il est aussi urgent d'améliorer la gouvernance. Et, en disant cela, j'ai la conviction de soutenir le service public. Mais les AG ont tendance à me considérer comme un tenant de l'actuel gouvernement », dit-il, un brin découragé.

« On ne peut pas faire le parallèle avec le CPE »

C'est le seul visage connu parmi la centaine d'étudiants qui battent le pavé ce mercredi, boulevard Montparnasse, à Paris, aux côtés des cheminots. Leader lycéen de la lutte contre le CPE, Karl Stoeckel a renoué avec les cortèges à la faveur de son engagement au sein de l'Unef. Après avoir clamé son inquiétude pour l'avenir, la « génération CPE » serait-elle prête à redonner de la voix pour refuser l'inimédiate des entreprises au sein des universités ? « Les inquiétudes sont restées faute de réponse, mais la mobilisation n'est pas de même nature. On ne peut pas faire le parallèle. Le mouvement contre le CPE avait un objectif clair, le soutien massif de l'opinion et un contexte politique de fin de mandat qui nous était favorable. Cette fois, le gouvernement est plus populaire, les étudiants ont du mal à déchiffrer la loi et l'opinion publique comprend moins bien nos revendications », estime Karl Stoeckel. D'où une mobilisation qui donne le sentiment de ne pas trouver son objet. Trouvera-t-elle son public ?

LAURENCE ALBERT ET CARINE FOUTEAU

France Société

10



vendredi 23 novembre 2007 LE FIGARO
Hier, quelques milliers d'étudiants, dont une majorité des lycéens, ont défilé hier à Paris, de la place de la Sorbonne jusqu'au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. François Boichot/Le Figaro

Étudiants et lycéens font le pari de la durée

EDUCATION
Au moins vingt mille étudiants et lycéens ont manifesté hier contre la loi Pécresse. Une quarantaine d'universités et une cinquantaine de lycées restent perturbés.

LA JOURNÉE d'hier faisait figure de test pour l'essai de l'impulsion du mouvement contre la loi Pécresse dans les universités et les lycées. Les déclarations de la ministre de l'Enseignement supérieur, qui a affirmé hier au Portier qu'elle était « prête à écouter » sur les questions de la réussite en licence ou du logement des étudiants, « dès lors que des gestes d'apaisement seront faits », aidèrent-elle à apaiser les étudiants ?

Mercredi, le président de l'Unef, Bruno Lelliaud, semblait inflechir son discours, affirmant qu'un « retour à la normale » était envisageable, à condition que le gouvernement ouvre des négociations dans les plus brefs délais. Serait-ce un début de désespa-

tion ? Les initiateurs du mouvement de contestation parlent sur le fait qu'il s'agit dans la durée mais les manifestations n'ont rassemblé hier qu'une vingtaine de milliers d'étudiants et de lycéens. On est donc très loin des défilés contre la CPE qui rassemblaient des dizaines de milliers de personnes l'an dernier.

« Pas de système intégritaire »

De nombreux sites universitaires restent toujours perturbés, ce qui provoque l'impitoyable de Jean-Pierre Finances, président de la Confédération des présidents d'université (CFPU) au sujet du rattrapage des cours. La présence grandissante des lycéens inquiète la CFPU car ces derniers sont particulièrement inapaisables. « Leur entrée dans le mouvement est plus rapide que précédemment », observe Michel

mais parce que ces maribres n'ingrissent vraiment, assure-t-elle. Elle ne veut être pas répétée, que ce soit leur arriver à son privative la fin ? »

Tous n'ont certes pas un avis arrêté sur la loi. Victor, en première ES, y trouve « du pour et du contre ». « Je trouve que la manifestation est une bonne façon de rencontrer des gens pour en discuter et se faire un avis », prétend-il. Certains y trouvent davantage du « pour » que du « contre ».

Ellen, en première S, a beau vouloir faire une fac de médecine, il souhaite « rester solidaire avec ceux qui font des filières brachées, ceux dont les parents n'ont pas les moyens de payer des frais d'inscription trop élevés ». « On ne peut pas accepter que l'université mette en place un système intégritaire », renchérit Simon, son voisin. Que les étudiants soient minoritaires ne semble en tout cas pas inquiéter Igor Zaimchiev, de l'Union des étu-

dants communistes : « C'est bien que les lycéens nous rejoignent en masse, plus rapidement encore que pour la CPE. C'est cette alliance qui nous a fait réussir en 2006. »

Les spécialistes sont partagés dans leur pronostic. Pour Jean-Pierre Le Gall, sociologue au CNRS, la contestation est « le fait de groupes minoritaires très motivés qui s'engagent dans une bataille militante de plus en plus érudite ». Au contraire, Jean-Philippe Legois, historien et directeur du Centre d'archives sur les mouvements étudiants, estime que le mouvement a franchi un cap « en s'élargissant à des étudiants qui ne sont pas forcément engagés ou très politisés et aux lycées. Il semble encore devoir se développer, d'autant que du côté du gouvernement n'apparaît aucune porte de sortie ».

ANNE-NICOLE DOBON
et MARIE-ESTELLE PUCH

mouvement étudiant

Vers un Centre d'Animation, d'Archives et de Recherches sur les Mouvements étudiants à Reims !

C'est le 14 décembre 2004 que le GERME (Groupe d'Etudes et de Recherche sur les Mouvements Étudiants), l'URCA (Université de Reims - Champagne-Ardenne) et la Ville de Reims ont créé la Mission CAARME (Centre d'Animation, d'Archives et de Recherches sur les Mouvements Étudiants). Au sein de la future Maison de l'Étudiant, il s'agit d'y développer un projet pilote de portée nationale : encourager la sauvegarde et la valorisation des archives étudiantes, contribuer à améliorer les recherches sur les mouvements étudiants et, à partir de ces deux piliers, faire évoluer une politique d'animation culturelle et citoyenne, valant le projet 1. Bien sûr, 3 ans après, voyons où en est ce projet unique.

Notre première phase de préfiguration a permis de commencer à développer le partenariat et une politique de réseau ainsi qu'à renforcer les relations de confiance avec les différents mouvements étudiants et à amorcer notre collecte documentaire et archivistique. À présent, nous « ragsons à la vitesse supersonique » et entrons dans une seconde phase où nous allons progressivement mettre à disposition des chercheurs et du grand public nos ressources, notamment sur notre nouveau site Internet www.caarime.fr.

La Mission CAARME a pour vocation de collecter et de classer des fonds d'archives étudiantes privés tant régionaux que nationaux, tant « papiers » qu'audiovisuels – sans oublier les objets (banderoles, t-shirts...) Archives fragiles, notamment du fait du rajeunissement relativement rapide des générations et équipes militantes,

elles se retrouvent souvent « en miettes » au gré des scissions, déménagements et autres « catastrophes » archivistiques.

Sur le plan régional, c'est avec l'appui de la Mission CAARME que va être constitué le service « Archives et mémoires » de l'Université de Reims - Champagne-Ardenne, les archives étudiantes rémoises enrichissant la mémoire collective de la communauté universitaire de l'URCA et ne pouvant elles-mêmes s'enrichir que grâce à un foyer de collecte proche. Ainsi l'URCA se prépare-elle à créer un service qui n'existe que dans 1/6 des 85 universités françaises, contrairement à de nombreux pays européens et occidentaux.

D'ores et déjà, plusieurs fonds de mouvements ou de militants ont pu être collectés et classés : une dizaine de fonds remis (SUD, AER), notamment celui d'Historiens plus ou d'autres sur mal 68 à Reims, ainsi qu'une douzaine de fonds nationaux (SUD-CMID), dont certains remontent aux années 1940.

Différents programmes de numérisation ont également été lancés et ce sont plusieurs milliers de vos numérisés de documents d'archives, principalement de journaux étudiants qui sont accessibles sur le site Internet de numérisation du CME (www.cme-ed.fr).

La constitution de la mémoire audiovisuelle des congrès nationaux étudiants (FACE, CCF, PPE, SUD-Étudiant, FSE, UNES) a été amorcée dès le lancement du projet. Lors du mouvement CPE, certaines coordinations nationales, assemblées générales et manifestations ont également été « archivées ».

Enfin, l'archivage régulier, tous les 6 mois, des sites Web des différents mouvements étudiants a débuté en 2004 : à ce jour six collectes ont été menées.

La première des valorisations de ces archives et mémoires est la valorisation scientifique. Structure d'appui à la recherche, la Mission CAARME, avec l'aide du GERME, s'ouvre à l'ensemble des équipes de recherche en SHS, bien évidemment de l'URCA, mais aussi des autres établissements français... et étrangers. La valorisation culturelle, notamment à travers des expositions, n'est pas oubliée.

Déjà, ouverte à la communauté des chercheurs, la Mission CAARME se dote d'une salle de lecture. Pourvu accueillir jusqu'à deux personnes, cet espace de travail, se voulant convivial, sera un lieu où chercheurs étudiants, enseignants-chercheurs et amateurs, pourront venir consulter non seulement les différents fonds d'archives mais aussi le fonds documentaire...

Un Comité consultatif étudiant
Convoqué, notre projet comme au service de l'ensemble des mouvements étudiants, passés, présents et à venir, nous avons proposé à l'ensemble des mouvements étudiants nationaux à vocation représentative de participer à un Comité consultatif étudiant, permettant, au moins une fois par an, de dresser bilans et perspectives communes pour la sauvegarde et la valorisation des archives étudiantes et pour l'évolution du projet CAARME. Ce Comité sera appelé lors de notre quatrième journée « Archives et mémoires étudiantes ».

Cent ans de mouvements étudiants
La Mission CAARME s'associe sur l'expertise et l'expérience du réseau associatif national de recherche du GERME. Celui-ci a sorti une première synthèse de ses 12 ans de recherches collectives à l'occasion du centenaire de la création de la première structure nationale étudiante... Disponible à la Mission CAARME!

Quelques rendez-vous à ne pas manquer :
14 décembre 2007 (Villa Doucet) : quatrième journée « Archives et mémoires étudiantes » organisée avec le CME.

Du 7 au 31 janvier 2008, dans le hall de l'Hotel de ville : exposition « 50 ans de la renaissance de l'Université à Reims ».

25 et 26 janvier 2008 (Villa Doucet) : colloque « A la redécouverte des mouvements étudiants dans les années 68 » organisé avec le GERME.



Date de parution : 12/2007



Date de parution : 01/12/2007

Le Caarme ouvre à tous la mémoire des mouvements étudiants

En bref [Recherche - Vie étudiante](#)

Publié le 4 décembre 2007, mis à jour le 16 janvier 2008

De mai 68 à la mobilisation anti loi LRU en passant par le CPE, les mouvements étudiants auront bientôt une mémoire. Un « Centre d'animation, d'archives et de recherches sur les mouvements étudiants » (Caarme) se construit en effet à Reims. La ville de Reims, l'université de Reims-Champagne-Ardenne et le Groupe d'études et de recherche sur les mouvements étudiants ([Germe](#)) ont créé une mission de préfiguration en 2004.

Le Caarme doit notamment constituer un réseau national des archives du monde universitaire et étudiant. Un pari un peu fou, vu la masse considérable des informations récoltées, notamment lors des congrès des organisations étudiantes ! Du coup, le projet semble prendre un peu de retard : la mission de préfiguration qui devait disparaître en 2007 existe toujours.

Mais les choses avancent tout de même. Après avoir développé une « *politique de réseau* » et renforcé les « *relations de confiance avec les mouvements étudiants* », la mission permet désormais l'accès à son fonds documentaire aux chercheurs et au grand public. Elle se dote pour cela d'une salle de lecture, située à Reims et qui permet de consulter les fonds d'archives constitués. La mission disposera d'un nouveau [site web](#) à partir du 14 décembre 2007.



Date de parution : 06/12/2007

LE MOUVEMENT
ÉTUDIANT
[RETOUR]

Jean-Philippe Legois reçu par nouvelobs.com

NOUVELOBS.COM | 06.12.2007 | 12:52

Jean-Philippe Legois, historien spécialiste de mai 68, était l'invité des forums de nouvelobs.com, jeudi 29 novembre.

Membre du Germe (Groupe de recherche sur les mouvements étudiants), il a participé à la rédaction de l'ouvrage collectif "Cent ans de mouvement étudiant" (mars 2007, éditions Syllepse).
Il est également directeur de la mission CAARME (Vers la création d'un centre d'archives sur les mouvements étudiants) qui a vocation à encourager la sauvegarde et la valorisation des archives étudiantes, contribuer à amplifier les recherches sur les mouvements étudiants.

Thème du forum : le mouvement étudiant

Vous pouvez poser lire ses réponses en [cliquant ici](#)

PETITES AFFICHES
Matot Braine

LA MISSION CAARME (CENTRE D'ANIMATION, D'ARCHIVES ET DE RECHERCHES SUR LES MOUVEMENTS ÉTUDIANTS) - 15014 REIMS - GROUPE PÉRIODIQUES

Date de parution : 11/12/2007

Recherche. La mission CAARME inaugure son centre d'archives sur la vie étudiante ouvert aux étudiants et aux chercheurs et tente d'élargir ses partenariats.

L'histoire étudiante converge à Reims

Lancée en 2004 la mission CAARME (Centre d'Animation, d'Archives et de Recherches sur les Mouvements Étudiants) est officiellement entrée dans le concret la semaine dernière en inaugurant une salle de lecture à Reims, qui permettra d'accéder à des archives uniques en France. Collectées ces trois dernières années à l'URCA, auprès des associations étudiantes elles-mêmes ou de particuliers, les archives de la mission CAARME sont en effet à l'heure actuelle le fonds le plus complet rendant compte de l'histoire des mouvements étudiants.

Soutenu par l'université, la Ville de Reims et le GERME (Groupement d'étude et de



Le président de la mission CAARME, à droite, accompagné des représentants de la Ville, du GERME et de l'URCA.

recherches sur le mouvement étudiant), ce centre dirigé par Jean-Philippe Legois bénéfi-

cie d'un budget de 200 000 €. Il se rattache d'ailleurs au projet beaucoup plus vaste de la

Maison de l'étudiant dont le début des travaux est prévu pour 2008 sur le site rémois de l'ancienne caserne Chanzy.

Le 14 décembre, les 4^{èmes} journées « Archives et mémoires étudiantes » organisées à Reims, permettront non seulement de tirer un bilan des trois premières années d'existence de la mission CAARME, mais aussi de l'ouvrir à des organisations étudiantes et des chercheurs de la France entière.

En effet, si elle commence à ouvrir des pistes pédagogiques pour les chercheurs de la France entière, la Mission CAARME repose pour l'heure sur la mobilisation d'une poignée d'acteurs locaux.

G.T.

- PETITES AFFICHES MATOT BRAINE -



Date de parution : 20/12/2007

MISSION CAARME

Depuis trois ans, le projet de création, à Reims, d'un Centre d'Animation, d'Archives et de Recherches sur les Mouvements Etudiants (CAARME) est porté par l'URCA, la Ville de Reims et le GERME (Groupe d'Etudes et de Recherche sur les Mouvements Etudiants).

Cette mission entre dans la seconde phase de développement du projet CAARME, où les archives d'ores et déjà collectées vont être rendues progressivement accessibles et autour duquel est constitué un Comité national consultatif étudiant.

La quatrième journée "Archives et mémoires étudiantes", tenue à la Villa Douce le 14 décembre 2007 avec le réseau du CME (Conservatoire des Mémoires Etudiantes), avait pour objectif, en cette fin d'année de centenaire de la création de l'Union nationale des associations d'étudiants de France, et donc des mouvements étudiants en France, de discuter de différents projets de sauvegarde et de valorisation des archives et mémoires étudiantes.

Le travail spécifique sur les archives et mémoires étudiantes rémoises a également été présenté, avec un de ses premiers aboutissements, la réalisation de l'exposition qui sera présentée à l'Hôtel de Ville du 7 au 31 janvier, et son nouveau prolongement, la création, au sein même de notre Université d'un service " Archives et mémoires ".

Sur le plan national, les différents chantiers pour la constitution d'un pôle national des archives étudiantes ont été examinés et discutés par des professionnels des archives et des bibliothèques, des chercheurs, des responsables (actuels et anciens) des mouvements étudiants.

Enfin, en conclusion de la journée, un Comité National Consultatif Etudiant de la Mission CAARME a été constitué avec les mouvements étudiants à vocation représentative d'ores et déjà partie prenante : UNEF, FAGE, UNI, PDE, Cè, SUD-étudiant

En somme, un moment important pour interpeller les pouvoirs publics régionaux et nationaux afin qu'ils soutiennent ce projet d'envergure.

Prochain rendez-vous : colloque co-organisé avec le GERME " A la redécouverte des mouvements étudiants des années 68 ", Villa Douce, 25 et 26 janvier 2008.

Pour en savoir plus : www.caarme.fr / www.cme-u.fr / www.germe.info

Contact : Jean-Philippe Legois, directeur, 33.(0)6.19.03.17.08



► La Mission Caarme évolue



Trois ans déjà que le projet Caarme (vers un Centre d'Animation, d'Archives et de Recherches sur les Mouvements Etudiants) a vu le jour. C'était en 2004 et depuis la motivation est toujours là.

Forte d'une équipe enthousiaste, la mission Caarme, qui aura bientôt sa place au sein de la future Maison de l'Etudiant, continuera d'encourager la sauvegarde et la valorisation des archives étudiantes, tout en continuant à développer les recherches sur les

mouvements étudiants. D'ores et déjà, moult fonds d'archives étudiantes (plus de 6 000 photographies, plus de 100 heures de vidéo et plus de 500 sites web) ont été collectés et seront peu à peu mis à la disposition du grand public et des chercheurs.

D'ailleurs, le 5 décembre dernier, une salle de lecture a été inaugurée permettant ainsi l'accueil des chercheurs, enseignants ou étudiants, désireux de venir consulter les fonds d'archives et le fond documentaire.

À l'occasion de la quatrième journée "Archives et mémoires étudiantes", qui s'est tenue à Reims vendredi dernier, un Comité national consultatif étudiant de la Mission CAARME (Centre d'Animation, d'Archives et de Recherches sur les Mouvements Etudiants, d'ores et déjà soutenu par le GERME, l'URCA et la Ville de Reims) a été constitué (voir photo).

Il se réunira au moins une fois par an, avant l'Assemblée générale de la Mission CAARME pour appuyer et aider son travail de sauvegarde et de valorisation des archives étudiantes.

Un site Internet est à la disposition de tous pour davantage d'informations : www.caarme.fr

A.H.



Date de parution : 21/12/2007

20/12/2007 18:41

PARIS (AFP) - Loi Pécresse: le mouvement étudiant s'éteint à la veille de Noël

Le mouvement de contestation de la loi Pécresse sur l'autonomie des universités, entamé début novembre, semblait s'éteindre jeudi à la veille des vacances de Noël, même si les plus impliqués ont promis de le relancer après les partiels de janvier.

Après la reprise des cours, mercredi, à Paris III-Censier, bloqué depuis plus d'un mois, l'évacuation, jeudi, de deux amphithéâtres de Grenoble III par les CRS, ou encore la fin de la grève de la faim (11 jours) de quatre étudiants de Montpellier II, le mouvement de blocage de sites universitaires était quasiment terminé.

Deux dernières assemblées générales, à Lille III et Amiens, ont décidé le blocage jusqu'à vendredi mais aussi la reprise des cours à la rentrée.

"Pour le moment, les coordinations nationales étudiantes (qui se sont tenues chaque week-end pendant six semaines, ndr) sont suspendues et il doit encore être décidé si on les reprend ou non après les congés", a affirmé Houssam el-Assimi, l'un des porte-paroles.

Composite (étudiants, lycéens, enseignants), avec des mots d'ordre différents (abrogation de la loi pour les uns, demande de moyens et de meilleures conditions étudiantes pour les autres), peu supporté par l'opposition, le mouvement n'a jamais été majoritaire même s'il a été jusqu'à perturber la moitié des 85 universités.

Valérie Pécresse, n'a rien cédé sur sa loi, votée cet été, forte du soutien de la Conférence des présidents d'université (CPU), mais aussi parce que l'Unef n'a jamais demandé l'abrogation de la loi.

La ministre a en revanche dû accorder ou anticiper un certain nombre de mesures sur d'autres secteurs (réussite en licence, bourses, plan pluriannuel fixant l'évolution du budget des universités...), des annonces qui ont conduit l'Unef à se retirer, affaiblissant sérieusement le mouvement.

Si les blocages se sont taris, c'est aussi parce que les présidents d'université n'ont pas hésité à faire appel aux forces de l'ordre ou à des compagnies de vigiles privées. "La répression, massive, rapide, rude et généralisée est un élément important et nouveau" de cette contestation, a analysé Jean-Philippe Legois, directeur du Centre d'archives sur les mouvements étudiants (CAARME).

Dans la plupart des universités, les directions ont décidé d'organiser un rattrapage des cours, de modifier le calendrier de l'année et de planifier les partiels afin de ne pénaliser personne.

Le mouvement est-il pour autant complètement éteint? "Nous examinons les façons de le relancer après les partiels, notamment en l'articulant avec celui des enseignants-chercheurs", répond Houssam el-Assimi.

"En janvier-février, on va rentrer dans l'application de la loi (nouveaux statuts et conseils d'administration), il n'est pas impossible que cela donne lieu à de nouvelles mobilisations, mais peut-être sous d'autres formes: forums, débats...", selon M. Legois.

l'union

Date de parution : 07/01/2008

Pour tout savoir sur l'Université



L'exposition « *La renaissance de l'Université de Reims, 1956-1972* » est présentée dans le hall de l'hôtel de ville de Reims jusqu'au jeudi 31 janvier. Il s'agit de quatorze panneaux conçus par la Mission CAARME à l'occasion des « 50 ans de la renaissance de l'Université à Reims ».

Une première série de panneaux rappelle la situation avant 1956 et le développement de chacune des futures composantes de l'université au cours de ces années 50 et 60 : sciences, médecine et pharmacie, odontologie, lettres et sciences humaines, droit et sciences économiques, Institut universitaire de technologie.

Une deuxième série brosse le tableau de la dispersion universitaire au milieu des années 60, le développement de nouveaux campus tels celui du Moulin de la Housse et le rayonnement de la « *Maison des étudiants* ».

Enfin, une troisième série aborde le développement de la vie étudiante et universitaire, le mouvement de mai-juin 1968 et la (re) création de l'université à Reims.

Tel : 33. (0) 3.26.83.86.90.

Site : <http://www.caarme.fr>



Date de parution : 17/01/2008

► Brèves société

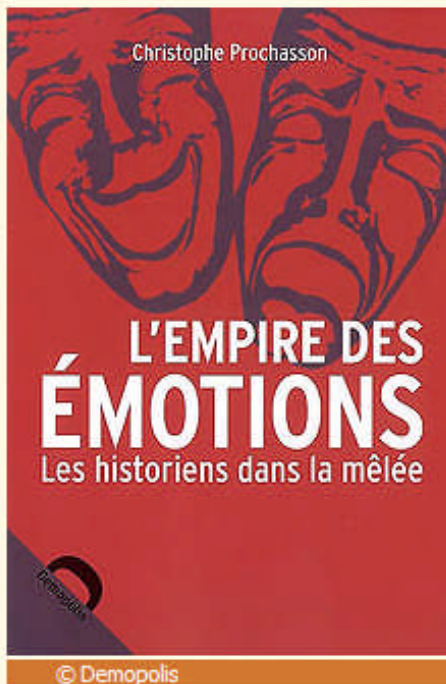
Colloque

Les 25 et 26 janvier, le GERME (Groupe d'études et de recherches sur les mouvements étudiants) et la Mission CAARME (centre d'animations, d'archives et de recherche sur les mouvements étudiants) organisent colloques et rencontres à la villa Douce, 9 boulevard de la Paix à Reims intitulé « A la redécouverte des mouvements étudiants dans les années 68 ».

À noter vendredi 25 en fin d'après-midi, de Jacques Sauvageot, président de l'UNEF en 1968. Détails complets de la manifestation sur www.caarme.fr ou au 03 26 83 86 90...Et jusqu'au 31 janvier, possibilité de se rendre à l'exposition "La renaissance de l'Université de Reims, 1956-1972" présentée dans le hall de l'hôtel de ville de Reims.



Émission du 25/01/2008



Actualités de l'histoire, comme chaque fin de semaine dans **la Fabrique...**

- discussion avec **Philippe Roger** pour la journée du samedi 19 janvier 2008 organisée en hommage à Maurice Lever, historien.
- chronique «Un pas dans la loi» par Amélie Meffre sur le statut des victimes.
- avec **Christophe Prochasson**, entretien autour de son ouvrage «L'empire des émotions : les historiens dans la mêlée » (éd. Demopolis).
- enfin, avec **Jean-Philippe Legois**, présentation du colloque «A la redécouverte des mouvements étudiants dans les années 68» organisé par le Groupe d'Etudes et de Recherche sur les Mouvements Etudiants (GERME) et la Mission pour un Centre d'Animation, d'Archives et de Recherches sur les Mouvements Etudiants (CAARME) à Reims vendredi 25 janvier et samedi 26 janvier 2008.

© Demopolis

Invités

- **Philippe Roger.** Il est chercheur au CNRS, enseignant à l'École des hautes études en sciences sociales.
- **Christophe Prochasson.** Il est historien, directeur d'études à l'EHESS, spécialiste de l'histoire politique et culturelle de la France contemporaine.
- **Jean-Philippe Legois.** Il est doctorant en histoire à l'Université de Paris 1, Directeur de la Mission CAARME à Reims (pour la création d'un Centre d'Animation, d'Archives et de Recherches sur les Mouvements Etudiants).

Mai, l'héritage

SAMEDI 23 ET DIMANCHE 24 FEVRIER 2008 LIBERATION

VII

Colloques

Jacques Sauvageot, président de l'Unef en 68, va à la rencontre des étudiants d'aujourd'hui.

«On ne peut pas vivre sans idéal»

Mais, s'insub-
ress beaucoup
à 68 et vous
admirez. Vous
ne pourriez
pas signer la
pour elle ?
Jacques Sauvageot, sorti fumer pen-
dant la pause, répond d'un ton sans
appel : «Non, ça, je ne fais jamais». Prési-
dent par intérim de l'Unef durant les
événements de mai, il refuse d'être un
symbole ou un professionnel des
commémorations. Il n'a d'ailleurs ja-
mais revu Daniel Cohn-Bendit. Sans
parti, riant une gauche qui se dé-
chire, il dirige l'école des beaux-arts
de Rennes. Exceptionnellement «Ce
me paraissait sérieux». Il a accepté de
participer au colloque sur 1968 orga-
nisé les 25 et 26 janvier à Reims.
Brouhaha. Loin du brouhaha médi-
atique, il tira aussi dans un lycée palet
aux élèves. Rien d'autre. Thème de

son intervention : «Le rôle des [ESU] les
étudiants socialistes unifiés, l'organi-
sation étudiante du PSU dans le mou-
vement». Le petit homme finet, aux fi-
nes lunettes, a une façon lumineuse
de raconter, sérieux et détaché, non
sans une certaine tendresse. Il re-
donne vite à la grande époque du PSU,
de «l'alternance socialiste» qu'il symbo-
lisait alors, quand communistes et
gauchistes de toutes obédiences rivali-
saient. Les ESU, qui ont pris le con-
trôle de l'Unef en 1967, étaient très di-
vers, rappelle-t-il, proches des
trotskistes, des maoïstes ou soutenant
Pierre Mendès France. Mais ils se re-
trouvaient autour d'un credo : «l'anti-
impérialisme, avec l'opposition à la
guerre au Vietnam, et le léninisme» ;
avec l'épopée du Chén-«sur le fond, ce qui
est important, c'est la grève générale, la
liaison entre le mouvement étudiant et
les ouvriers, souligne-t-il.
Au départ, personne n'imaginait la

prise du pouvoir, des organisations pé-
dagogiques voulait surtout recruter. Mais
à la mi-mai, les grèves dans les usines
et les occupations d'universités se
multipliaient. Une atmosphère survol-
tée où rien n'est écrit d'avance, où les
décisions se prennent à la va-vite face
à une situation révolutionnaire, le
PSU pense fédérer la gauche. Mais la
quelque ? Il ne faut peut-être pas tout
vouloir comprendre à propos de mai 68,
dit Sauvageot. Et de conclure : «En tout
cas, tout cela a montré que que l'on ne
peut pas vivre sans idéal».

Autre temps fort du colloque : le débat
des organisations étudian-
tes—de l'UNI à droite à Sud
étudiant à gauche, en pas-
sant par l'Unef et la Fage—
sur leur représentation
de 68. La plupart revendi-
quent une filiation. Classi-
que, Germain Filoche,
pour l'Unef, évoque un

grand mouvement étudiant et ouvrier
qui a transformé la société, le milieu édu-
catif, et les universités. René Samiani,
délégué de la Fage, seconde organisa-
tion étudiante après l'Unef, associe 68
à «un libre pensée et à l'engagement, é-
loigné. Aujourd'hui, alors que l'Europe
peut de construire une économie de la
naissance, nous préférons une société
de l'ignorance. Comme en mai 68 où l'on per-
dait de la valeur sacrée du savoir».

Leçons. Renaud Berot, pour Sud édu-
cateur, privilégie les leçons de la lutte
étudiante : «Depuis 68, les questions de
l'enseignement des universités, de la démo-
cratie radicale et de la convergence étu-
diants-salariés restent sans cesse. La
pratique de la coordination [la direction
collective] est lors des assemblées gé-
néralistes, n'ont rien remis à cette
date. La seule condamnation—atten-
due—vient de Mathieu Marrat, de
l'UNI, créée en 1968 à l'ombre des
SAC (Services d'action civique), les ex-
trémistes musclés créés par de Gaulle
pendant la guerre d'Algérie, convo-
qués pour mater les événements de
mai. «Pour nous, 68 n'est pas une revolu-
tion mais une opération subversive. Les
étudiants voulaient la chute du système
et faire des universités des bases rouges.
Aujourd'hui encore, nous luttons contre
le néolibéralisme par le bloc du système édu-
catif et contre l'idéologie unificatrice,
d'été héritages de 68.» L'UNI a gardé le
même président depuis quarante ans,
Jacques Rougeot, son fondateur.

Envoies spéciaux à Reims
YVES ROUSSEAU



Date de parution : 23/02/2008

INITIATIVES_CONDUITE DE PROJET

Reims collecte les archives des mouvements étudiants

La ville, qui a créé une structure pour valoriser le patrimoine étudiant, entend démontrer son attractivité auprès des chercheurs.

LE PROJET

■ Sauvegarder les fonds d'archives des mouvements étudiants et conforter le positionnement de Reims comme pôle de recherche.

LA SOLUTION

■ Fonder, avec un groupe de chercheurs et l'université de Reims Champagne-Ardenne, une structure dédiée aux archives estudiantines.

Attention, patrimoine étudiant en danger ! Telle est l'alerte lancée par Jean-Philippe Legois, directeur de la Mission Caarme (centre d'animation, d'archives et de recherches sur le mouvement étudiant), créée à Reims (Marne) en décembre 2004. La structure a pour mission de collecter et de valoriser les archives accumulées par les syndicats et les associations d'étudiants : en effet, tracts, affiches, discours, comptes rendus d'assemblées générales mais aussi insignes, banderoles, T-Shirts, pin's et autres objets identitaires ou promotionnels se perdent au fil des années et des déménagements. Cette masse documentaire a pourtant vocation à être étudiée par des historiens, sociologues, anthropo-

logues, linguistes, etc. L'histoire de ces mouvements – au sens d'actions collectives, syndicales, associatives, politiques, confessionnelles ou autres – est un « objet de recherche émergent », souligne Jean-Philippe Legois. A Paris, il y a une douzaine d'années, des universitaires de différentes disciplines se sont d'ailleurs regroupés au sein du groupe d'études et de recherches sur les mouvements étudiants (Germe).

Dimension multiple

Lorsque Jean-Philippe Legois sonne l'alarme – il occupe alors les fonctions d'archiviste municipal –, la capitale champenoise cherche à dynamiser son image de ville universitaire et à se positionner comme une localisation potentielle pour des équipes de chercheurs. Son idée trouve d'autant plus d'écho que la ville travaille à un projet de maison de l'étudiant destinée à animer et à fédérer la vie estudiantine rémoise,

LES POINTS CLÉS

- **Le pilote**
L'association Mission Caarme.
- **L'équipe**
Le directeur de l'association, le président du groupe de recherche, l'élu chargé de la vie étudiante, le chef de projet « enseignement supérieur et recherche » de Reims.
- **La méthode**
L'association élargit ses partenariats avec les organisations étudiantes, les universitaires et les institutions patrimoniales.

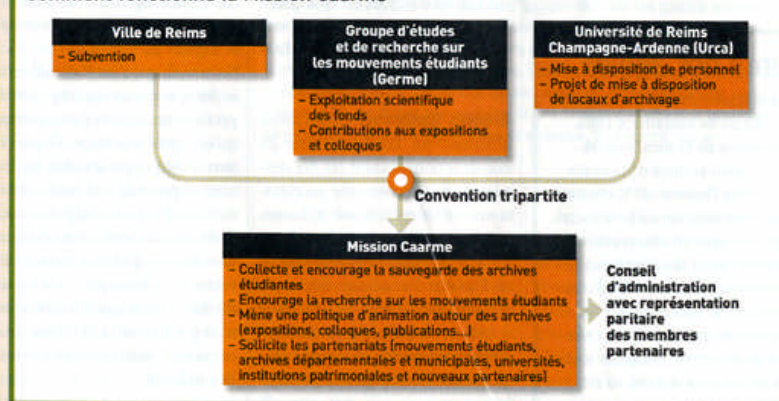
éclatée entre plusieurs campus. Le lieu, envisagé pour 2010 et dont la réalisation dépend du feu vert définitif de la municipalité, « devra avoir une dimension locale, mais aussi nationale, voire européenne. La Mission Caarme lui donnera une âme à travers son activité et ses expositions », précise Cédric Chevalier, adjoint au maire en charge de la jeunesse, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie étudiante.

Les recherches qu'ont entamées Cédric Chevalier et Karim Lakjaa, chef de projet « enseignement supérieur et recherche » de la ville de Reims, sur internet les conduisent naturellement vers le Germe. L'arrivée du TGV, prévue pour 2007, lève les éventuelles difficultés liées à l'éloignement de Paris. Reste à convaincre l'université de Reims Champagne-Ardenne (Urca).

Comité consultatif

« La Mission Caarme va nous permettre d'élargir la sphère géographique de nos recrutements d'étudiants et de nous rapprocher plus facilement d'autres structures

Comment fonctionne la Mission Caarme





Date de parution : 10/03/2008

CONDUITE DE PROJET INITIATIVES

Les acteurs du projet

Il collecte

Jean-Philippe Legois, directeur de la Mission Caarme (*)



«Un lieu désormais identifié»

«Nous encourageons la sauvegarde et la valorisation des archives étudiantes pour amplifier la recherche, mais aussi dans une perspective d'animation culturelle, aux niveaux local, national et européen. Notre travail constitue le levier opérationnel du projet : nous collectons et conservons les fonds, et nous sollicitons les partenariats avec les mouvements étudiants et les institutions patrimoniales. Nous sommes désormais un lieu identifié, muni d'une salle de lecture et d'un site internet, qui présente l'inventaire des fonds et d'autres sources.»

(*) Centre d'animation, d'archives et de recherches sur les mouvements étudiants.

Il exploite les fonds

Robi Morder, président du Germe (1)



«Stimuler la recherche sur les mouvements étudiants»

«Notre groupe de chercheurs travaille sur les fonds d'archives collectés par la Mission Caarme. Lors de congrès étudiants, nous réalisons parfois des enquêtes et nous laissons la documentation à l'association. Notre but est d'élargir notre réseau et de stimuler la recherche sur les mouvements étudiants. Après un travail sur l'histoire de la Mnef (2), nous allons prochainement lancer des recherches sur l'histoire de la sécurité sociale étudiante.»

(1) Groupe d'études et de recherche sur les mouvements étudiants.
(2) Mutuelle nationale des étudiants de France.

Il finance

Karim Lakjaa, chef de projet de la ville (*)



«Valoriser notre image de ville universitaire»

«Nous soutenons le développement de la Mission Caarme, en contribuant à sa structuration. Elle constitue l'un des maillons de notre politique en direction de la vie étudiante rémoise, destinée à valoriser notre image de ville universitaire. Nous lui versons une subvention de 75 000 euros par an. A terme, nous accueillerons la Mission Caarme dans les locaux de la future maison de l'étudiant, projet de 10,5 millions d'euros, intégralement financé par la ville.»

(*) «Enseignement supérieur et recherche».

d'enseignement supérieur», estime Richard Vistelle, président de l'Urca. L'université apporte donc sa pierre à l'édifice par la mise à disposition de personnel pour la constitution de l'équipe (le poste de directeur, occupé par Jean-Philippe Legois, passé entre-temps de la ville à l'université, et celui d'une archiviste).

A la faveur d'un échange de terrains avec les archives départementales, l'Urca devrait aussi s'équiper d'un lieu dédié au stockage de ses propres archives et des fonds conservés par l'association. Fin 2004, la ville,

l'université et le Germe signent une convention tripartite portant création de la Mission Caarme. Pour son troisième anniversaire, le 11 décembre 2007, un «comité national consultatif avec les mouvements étudiants à vocation représentative» (Unef, Fage, UNI, PDE, CE, SUD Etudiant) a été constitué.

Conventions de dépôt

Depuis sa création, l'association mène une politique de collecte par le biais de conventions de dépôt avec les organisations étudiantes,

souvent signées à l'occasion de leurs congrès, dont beaucoup se tiennent à Reims, grâce à l'aide financière de la ville. Pour cette dernière, l'enjeu est de «démontrer par l'exemple l'attractivité de Reims pour les chercheurs», souligne Karim Lakjaa. Signe qui ne trompe pas : la conduite du projet est rattachée à la direction du développement économique et la Mission Caarme située dans le même bâtiment. «En période de montée en charge du dossier, nous devons en avoir une connaissance approfondie afin de

mieux le défendre en interne», indique le chef de projet. Car rien n'était gagné d'avance : pour nombre de responsables municipaux, les mouvements étudiants n'inspiraient qu'un sourire amusé. La force de conviction de Cédric Chevalier et de Karim Lakjaa, eux-mêmes issus des mouvements étudiants rémois, s'est révélée indispensable.

Hélène Girard

CONTACTS

■ Mission Caarme, tél. : 03.26.83.86.90, site internet : www.caarme.fr
■ Ville de Reims, enseignement supérieur et recherche, tél. : 03.26.77.87.54.



Date de parution : 22/03/2008

Les années 60, ou le début de la "massification" de l'enseignement supérieur



Fred Dufour AFP/Archives ; Des étudiants assistent à un cours, le 4 mars 2004 dans un amphithéâtre de l'Université Lyon 3

Les années 60 voient les générations nombreuses issues du baby-boom accéder de plus en plus massivement à l'université, un phénomène, parmi les sources de l'explosion de Mai 68, qui s'amplifiera jusqu'au milieu des années 1970.

"La massification de l'enseignement supérieur précède Mai 68 - c'est d'ailleurs l'un des ingrédients du mouvement: les effectifs croissent, donc les locaux universitaires ne suivent pas, les amphis sont bondés, cela débouche sur une crise logistique", explique à l'AFP Jean-Philippe Legois, directeur du Centre d'archives sur les mouvements étudiants (CAARME).

"Mai 68 est ensuite un accélérateur: le gouvernement met plus de moyens, recrute des enseignants, construit des établissements, ce qui fait que les effectifs continuent à augmenter encore plus fortement dans l'après-68", poursuit-il.

Selon une étude du Groupe d'Etudes et de recherche sur les mouvements étudiants (Germe), on passe ainsi de 200.000 à 300.000 étudiants entre 1950 et 1960, pour arriver à 850.000 inscrits en 1970. Ce sont les facultés et universités qui connaissent la plus forte augmentation.

L'âge moyen de fin d'études était de 15,2 ans en 1968 et il passera à 21,7 ans en 2006.

La sociologie du monde étudiant évolue parallèlement: chez les générations nées entre 1949 et 1953, à la fin des années 60, 69% des enfants de cadres étaient bacheliers, contre 5 à 6% seulement chez les fils d'ouvriers. Quarante ans plus tard, parmi les jeunes nés entre 1979 et 1982, 89% de ceux dont le père est cadre sont bacheliers, contre 48% pour les enfants d'ouvriers, selon le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche.

Dans le même temps, la diversification des filières s'accroît: les BTS (STS), créés en 1959 passent de 8.000 à 27.000 étudiants en une décennie, tandis que les IUT, créés en 1966, atteignent déjà le chiffre de 24.000 jeunes quatre ans plus tard.

Les autorités encouragent aussi les voies technologiques, le développement de nouvelles disciplines (sciences humaines et sociales, sciences de gestion), comme le lancement d'universités expérimentales (Vincennes, Dauphine).

Mais "massification" ne signifie pas "démocratisation": aujourd'hui, les étudiants dont les parents sont cadres supérieurs sont toujours plus nombreux, notamment dans les filières longues et dans les classes préparatoires aux grandes écoles, que les étudiants enfants d'ouvriers, qui rejoignent davantage les filières courtes (IUT, STS).

© 2008 AFP

20 minutes

Date de parution : 22/03/2008

Les étudiants militants en 2008: un engagement plus pragmatique que leurs aînés



FRANÇOIS GUILLOT AFP : Le nouveau président de l'Unef Jean-Baptiste Prévost (D) et son prédécesseur Bruno Julliard le 8 décembre 2007 à Paris

Selon Jean-Philippe Legois, directeur du Centre d'archives sur les mouvements étudiants (CAARME), cela n'empêche pas "les engagements actuels d'être marqués par une profondeur politique peut-être tout aussi importante qu'à l'époque de Mai 68".

En témoigne par exemple la brève occupation de l'université de Tolbiac à Paris en mai 2007, par des étudiants de l'extrême gauche qui contestaient l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidentielle, malgré une participation record des Français.

En revanche, selon le chercheur, "on s'engage de manière plus segmentée, par rapport à telle ou telle question: l'altémondialisme, contre la guerre en Irak", explique-t-il.

Jean-Baptiste Mougel, qui a été militant à la tête de la Fage entre 2001-2003 résume son engagement par cette formule: "avant, pour changer le monde, on lançait des pavés. Aujourd'hui, on achète une boîte de café équitable. D'ailleurs, son organisation, pourtant l'une des plus importantes, n'a jamais pris part à une mobilisation de type blocage d'université ou manifestations.

Selon une étude de l'Observatoire de la vie étudiante (OVE) en 2006 l'engagement étudiant se manifeste avant tout par une forte participation au tissu associatif: humanitaire, culturel, sportif, etc.

L'UNL ne se place dans aucune de ces problématiques: "notre engagement n'est pas de nous positionner dans une logique d'avancées/d'acquis, nous avons une vision plus large de la société. Nous sommes là pour soutenir les réformes mises en place" (par les gouvernements de droite), souligne Olivier Vial, l'un de ses responsables.

© 2008 AFP

Quarante ans après, le militantisme étudiant s'autorise aujourd'hui un moindre loisir de rêver que son aîné de 68 et s'il revendique un engagement équivalent privilégie pragmatisme et réalisme dans les objectifs comme les formes d'actions.

"La jeunesse d'aujourd'hui a beaucoup changé par rapport à 68; ses conditions de vie, en particulier, se sont beaucoup dégradées; ses inquiétudes face à l'avenir - avec le chômage - sont plus grandes, ce qui explique des formes d'engagement plus matérielles", explique à l'AFP Jean-Baptiste Prévost, 23 ans, le président de l'Unef.

Ce syndicat centenaire, de gauche, est parmi les organisations étudiantes actuelles, le seul à avoir connu mai 68 - l'UNL, de droite et aujourd'hui proche de l'UMP, s'étant, elle, constituée juste après les événements, par réaction.

L'ex-président de l'Unef, Bruno Julliard, leader de la contestation contre le Contrat première embauche en mars 2006 renchérit: "la génération de 68 nous faisait remarquer qu'eux au moins avaient des rêves, n'étaient pas matérialistes+. On veut nous donner des leçons alors que la société a changé, ce qui a des conséquences sur le contenu des luttes!"

"En mai 68, la jeunesse voulait se détacher du modèle de société issue de l'après-guerre. Aujourd'hui, la jeunesse veut plutôt que la société lui fasse une place et lui laisse sa chance", estime de son côté Thiébaud Weber, le président de la Fage.

Pour Michaël Delafosse, fondateur de l'Union nationale des lycéens (UNL) en 1994, aujourd'hui premier syndicat chez les lycéens, "l'insouciance que les jeunes pouvaient ressentir pendant les Trente Glorieuses n'est plus possible maintenant, ce serait du luxe, après la montée du racisme, de l'extrême-droite, de la précarité".

Ayant commencé à militer dès le lycée il résume: "J'ai plutôt l'impression d'avoir résisté que conquis. J'espère qu'un jour la génération de 20 ans pourra plus conquérir que résister."





Date de parution : 22/03/2008

Vos questions sur mai 68



Les slogans de 68, par Jean-Philippe Legois



En cette année de quarantenaire, Jean-Philippe Legois sort «Le Petit Livre des slogans de 68» (First). Il est directeur du Centre National de Recherches sur les Mouvements Étudiants à Reims, directeur de la Mission CAARME (Centre National d'archives sur les Mouvements Étudiants) à Reims et membre du Groupe d'études et de recherche sur les mouvements étudiants (GERME). Il anime également un séminaire de recherche à Sciences-Po Paris sur «Le mouvement étudiant en 1968».



Sur le même sujet

Débat : Anniversaire de mai 68: «Aujourd'hui, l'espoir des gens se réduit à leur individualisme»

Demandez-lui donc tout, il répond à vos questions mercredi 26 mars à 16h15.

Demandez lui tout ci-dessous et dès maintenant...

Ses dernières réponses:

Genzo_ | 26.03.2008 - 10h05

Pourquoi ceux qui étaient en bas de l'échelle, grâce à mai 68 se sont retrouvés en haut? Donc ceux qui criaient sus aux privilèges en profitent bien maintenant. Doit-on faire mai 68 tous les 40 ans?

Il me semble discutable de dire que ceux qui étaient en bas de l'échelle se retrouvent en haut. Certains étaient déjà (familialement, culturellement) en haut. Et tout un tas de personnes qui se sont alors mobilisées sont restées des «obscurs et sans grade». C'est justement le but d'une enquête biographique collective à mener, que nous souhaiterions mener, pour les militantEs étudiantEs, dans le cadre du GERME et de la Mission CAARME.

Pour en savoir plus: www.caarme.fr, www.germe.info

A une prochaine fois!

Gilles 75013 | 26.03.2008 - 15h03a

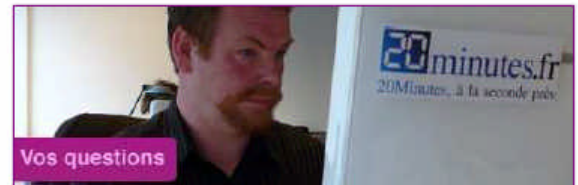
Pourquoi Sarkozy communique sur la «liquidation» de l'héritage de Mai 68? Comment va t-il procéder?

Il semblerait que cet «héritage» (que certains considéraient comme impossible, cf. JP Legoff) soit encore un obstacle au projet politique de N.Sarkozy. Les enjeux historiographiques rejoignent donc les enjeux mémoriels comme le montrent deux sites aux approches différentes (www.mai-68.fr, www.mai-68.org).

Vous interviewez



Jean-Philippe Legois, chercheur sur mai 68
Posez-lui vos questions...



Vos questions

Vos questions sur mai 68

Mai, l'héritage

SAMEDI 29 ET DIMANCHE 30 MARS 2006 LIBÉRATION

Colloques

A Nanterre, un festival de films organisé par des étudiants en arts du spectacle.

«On se sent héritiers, légèrement»

Tous les jours, c'était lever à 2 heures, déjeuner en bus à 3, arriver à 3 et dormir, somnoler à 4, courir à l'université à 5 heures et retourner à 6 heures et demi. La semaine d'après, c'était départ à midi et demi, arrivée à une heure, somnoler à une heure et quart... Si bien que vous en avez l'estomac tout retourné, le lundi et le mardi vous ne mangez absolument rien.

Medvedkine. Filmé en noir et blanc, l'ancien ouvrier de Peugeot/Sochaux raconte la grève de mai-juin 1968 avec un lourd accent du pays de Montbéliard. J'ai fait ça il y a dix ans, il y en a 18 000 qui le font tous les jours chez Peugeot, 18 000, 18 000... A Sochaux, 17 juin 1968, un film des groupes Medvedkine, sera projeté mardi à l'université de Nanterre dans le cadre du festival de cinéma (audiovisuel@bdic.fr) organisé

par des étudiants en arts du spectacle. Ce 11 juin, au 22^e jour de grève des usines Peugeot, les CRS sont envoyés obliger les piquets de grève. Les affrontements sont extrêmement violents : 2 morts, 140 blessés. Le groupe Medvedkine de Sochaux – un collectif d'ouvriers et de cinéastes qui filmaient les mouvements sociaux au tournant des années 70, inspiré par le cinéaste soviétique Alexandre Medvedkine – en a fait un documentaire en 1970.

«C'est pour défendre la classe ouvrière, dit un ouvrier. Soit on y allait et on tra-

On a tous aimé l'esprit de Mai, son regard sur la vie et le monde.

Pauline, 21 ans, 3^e année option cinéma

vailler, soit on passait à côté», dit un autre. Aidé par la BDR (Bibliothèque de documentation internationale contemporaine), installé sur le campus, une douzaine d'étudiants, avec leurs enseignants, ont conçu ce festival qui tranchie avec

les séminaires d'experts et les témoignages d'anciens héros. Sans nostalgie pour un passé qu'ils n'ont pas connu – leurs parents étaient souvent au collège –, ils sont partis à la découverte d'une époque qu'ils auraient aimé vivre. «On s'est réuni deux ou trois fois par semaine, on a visionné une cinquantaine de courts et de longs métrages, on a réfléchi, pensé à des invités, à avoir un budget minime, on a préparé les brochures. Les flyers, explique Pauline Reichembach, 21 ans, en troisième année option cinéma, j'ai eu un coup de

œur pour l'Une chanté, l'autre pas, d'Agnes Varda. Et Nouvelle société, du groupe Medvedkine de Roubaix. La plupart des étudiants ne sont pas militants. «Mais on a tous aimé l'esprit de Mai, son regard sur la vie et le monde, explique Pauline. Si on avait été de la génération de 68, on l'aurait fait. Mais aujourd'hui, il y a d'autres luttes : contre le CPE le contrat première embauche, finalement né en 2005, nul], et contre la loi sur l'autonomie des universités (la LRU, maintenant l'autonomie dé-

niée. On a envie que ça bouge, que les vieux valeurs tombent. On voit tout ce qui ne va pas à la fois. On a aussi des idées personnelles, des dirigeants qui ont du regard sur la vraie vie, il n'y a qu'à voir pour l'authenticité.»

Ses parents étaient trop jeunes en 68. «Évidemment, ils ne m'en parlent, comme de quelques choses de grandiose. Le plus beau pour moi, c'est que les gens étaient à l'école, étudiants. Peut-être que c'est impos-

sible de refaire quelque chose, d'aussi soudé, car les gens ont trop de choses à perdre, ils sont trop individualistes. Seuls les étudiants peuvent encore bouger.»

«Difficile». Il reste deux séances. Marguerite espère du monde. «C'est difficile à Nanterre, les étudiants veulent rentrer vite chez eux après les cours et les gens de l'extérieur, on les rebute de venir. Les projections se déroulent dans la grande salle de cinéma du bâtiment B, où le président a été bloqué et où les CRS ont cassé la grande aux étudiants» lors de la dernière mobilisation. «On se sent héritiers, légèrement», confie Pauline.

VERONIQUE SOULÉ
Le colloque de Kerms sur Mai 68 (Libération des 23-24 mars 2008) était organisé par le Centre d'animation, d'archives et de recherche sur les mouvements étudiants, www.carme.fr, le Centre (Groupe de recherche sur les mouvements étudiants, www.groupe.fr) et le CME (Conservatoire des mémoires étudiantes, www.cmeu.fr).



Date de parution : 29/03/2008

Mai, l'héritage

SAMEDI 19 ET DIMANCHE 20 AVRIL 2008 LIBÉRATION

Colloques

Nombreuses initiatives, nouveaux aspects explorés et une mémoire complexe mise à jour.

Passage de témoins à historiens

«**M**ai 68 dans le Vauchuses, Mai 68 en Rhône-Alpes-Auvergne, «Mai 68 à la CCT», «Mai 68 et la santé», «De l'ORTF aux telles mercantiles», etc. Jamais l'anniversaire n'a donné lieu à autant de manifestations à travers la France, sans parler de la centaine de publications. De Paris à Nantes, en passant par Campolong (Hérault), Saint-Cirq-Lapopie (Lot) ou encore Clermont-Ferrand, des colloques, des expositions et des festivals sont organisés toute l'année dans des salles imposantes ou de petites bibliothèques municipales, preuve d'un regain d'intérêt qui a surpris plus d'un spécialiste.

«Nous sommes plus invités que d'habitude, surtout en France, confirme Danièle Tartakowsky, professeure d'his-

toire contemporaine à l'université Paris VIII-Saint-Denis. Les initiatives sont bien plus nombreuses, mais il est encore trop tôt pour voir clair et comprendre pourquoi.» Une première explication paraît toutefois évidente, selon elle: l'élection de Nicolas Sarkozy qui a fait de la liquidation de l'héritage de Mai 68 un des thèmes de sa campagne. «Il l'a remis d'actualité sur la scène politique, affirme-t-elle.

«**Tempo**». L'historien Jean-Pierre Legois, qui dirige la Mission Caennaise (Centre d'archives, d'animations et de recherche sur les mouvements étudiants) à Reims, ajoute qu'il y a aussi le «**tempo historique**»: en février, le colloque qui s'est déroulé au centre Pompidou s'appelait justement «Mai 68, le temps de l'histoire». «Nous avons désormais le recul, explique-t-il, les recherches sur ces événements ont débité, il y a une dizaine d'années. C'est un moment particulièrement intéressant, où l'on peut cro-

quer un travail scientifique avec les témoins qui restent très actifs.»

Si les chercheurs se pressent dans les colloques et les journaux multiplient les numéros spéciaux, il est difficile de dire si l'opinion se passionne vraiment pour les célébrations. «Formis les acteurs classiques que sont les chercheurs et les médias, il n'y en a pas beaucoup d'autres qui se sont approprié le mémoire de 68, estime Danièle Tartakowsky, les mouvements étudiants et

«L'élection de Nicolas Sarkozy a remis 68 d'actualité sur la scène politique.»

Danièle Tartakowsky, historienne.

événements, par exemple, ne le revendiquent pas.» L'historienne y voit la preuve de la «complémentarité journalistique de cette mémoire. Il y a deux ans, elle a participé aux célébrations des accords de 1936: «Je n'y croyais guère, et pourtant, j'ai dans été très satisfaite, raventie-elle.

De nombreuses municipalités de gauche ont organisé des débats, mais aussi des associations culturelles, d'éducation populaire, etc. «Par tous, c'était un événement fondateur, dit-elle.

Dans les rencontres, les participants voyaient très bien les conséquences de ces accords, ce qui est resté dans leur tête. On assistait à un vrai phénomène d'appropriation.» Pour 68, l'héritage semble beaucoup plus difficile à déceler.

Jean-Pierre Legois, l'auteur des *Strogans de 68* (ed. First, 2008), qui travaille à recenser les fonds d'archives sur les événements, reconnaît avoir appris au fil de ces colloques: «Ils ont creusé, plus on découvre de nouveaux aspects,

On s'aperçoit que tous les secteurs ont été touchés: on pourrait même avoir des débats sur le Mai 68 des cadres ou celui des agriculteurs. On mesure mieux comment la prise de parole a touché bien au-delà des cercles d'élites. A côté de la majorité sénésienne, il y avait une grosse minorité, des gens qui militaient dans les comités de quartiers, occupaient leur usine, animaient un comité de grève dans une entreprise de 50 personnes.»

Spécificités. Les deux chercheurs s'accordent à reconnaître un certain réajustement dans le traitement de 68, avec un accent plus marqué sur la dimension ouvrière. Même à l'étranger, où chaque pays fête son 68, le Mai français suscite de l'intérêt en raison de ses spécificités: l'absence de prolongement terroriste, comme en Allemagne ou en Italie, et la jonction du mouvement étudiant avec les ouvriers.

➤ **VISIONSQUE SONT**



Date de parution : 19/04/2008



Date de parution : Mai 2008

GERME...

Le Germe (Groupe d'études et de recherches sur les mouvements étudiants) mène depuis sa constitution un travail de recherches et s'intéresse donc aux archives, aux témoignages. Pour ce faire, il a créé avec des « anciens » (de l'AAUNEF) et des professionnels de la conservation et de la documentation un « Conservatoire des mémoires étudiantes », et avec l'Université et la Ville de Reims la « Mission CAARME » (Pour un centre d'animation, d'archives et de recherches sur les mouvements étudiants). Sur leurs trois sites, vous pouvez consulter bibliographies, contributions, inventaires, entretiens enregistrés, expositions virtuelles, documents scannés (tracts de mai 68, correspondance de l'UNEF sous l'occupation...).

APPEL A TEMOINS

Vous avez dans vos caves ou greniers des documents, journaux, archives...

Vous avez un témoignage à apporter, et ne savez qu'en faire ?

Et bien voilà, vous savez.

www.germe.info, caarme.fr ou cme-u.fr



Date de parution : Mai 2008



La mémoire des mouvements étudiants est conservée à Reims

Il y a quarante ans, c'est dans des universités en ébullition que les étudiants enclenchaient les mouvements de "mai 68". Alors que se multiplient les actions pour célébrer ce 40^e anniversaire, coup de projecteur sur le CAARME, structure unique en France initiée par la Ville pour sauvegarder le patrimoine étudiant.

■ « Sous les pavés, la plage », « Soyons raisonnables, demandons l'impossible » ces fameux slogans qui fleurissaient il y a quarante ans sur les murs du pays sont restés apocryphes. Mais il y a fort à parier qu'ils ont jailli un jour de l'une des multiples assemblées générales étudiantes qui annonçaient la vague de "mai 1968". Loin d'être anodine, cette référence souligne combien les mouvements étudiants reflètent leur époque. « Ecoles de citoyenneté et laboratoires d'expérimentation de la démocratie, les mouvements étudiants, dans leur pluralité politique, syndicale, associative, confessionnelle ou culturelle, sont un des levains des évolutions de la société », confirme Jean-Philippe Legois, directeur de la Mission Caarme (Centre d'Animation, d'Archives et de Recherches sur les Mouvements Étudiants), créée il y a trois ans par la Ville, l'Urc et le Germe (Groupe d'Études et de Recherches sur les Mouvements Étudiants). « Les archives des mondes étudiants sont fragiles et sont en danger constant. Comme les autres mouvements de jeunesse, ils souffrent du caractère transitoire de leur statut social, du renouvellement relativement rapide des générations et des équipes

militantes », souligne Jean-Philippe Legois.

La structure a donc pour mission la collecte, la sauvegarde et la valorisation des archives étudiantes, tant régionales que nationales, accumulées par les syndicats et les associations d'étudiants : tracts, affiches, discours, comptes rendus d'assemblées générales mais aussi insignes, banderoles, T-shirts et autres objets identitaires ou promotionnels. La Mission Caarme possède plusieurs fonds de documents, dont certains remontent aux années 40, et a lancé des programmes de numérisation de milliers de supports écrits, principalement des journaux étudiants. La mémoire audiovisuelle n'est pas oubliée puisque le recueil d'enregistrements divers (congrès étudiants, assemblées générales, grèves...) est régulier, de même que l'archivage des sites Internet des mouvements étudiants. Autant de ressources documentaires mises à la disposition des chercheurs (historiens, sociologues, anthropologues, linguistes...) et du public, dans le cadre d'une démarche qui s'est imposée comme une référence au niveau national ■ s.c.

> Mission Caarme, 95 boulevard du Général Lécier, tél. : 03.26.83.66.90 ou www.caarme.fr

l'union

Date de parution : 13/05/2008

Le Caarme a de la mémoire

A Reims, le centre d'animation, d'archives et de recherches sur les mouvements étudiants (le Caarme) a trois ans. Cette structure – inédite en France – est une émanation du Germe, un réseau national de chercheurs créé il y a onze ans pour plancher sur la mémoire étudiante. Colloques, conférences, publications, séminaires... « En 2004, la ville et l'Université de Reims ont souhaité aller plus loin et contribuer à la sauvegarde des archives du monde étudiant et universitaire. Ainsi est né le

80 mètres d'archives

Caarme », explique l'historien Jean-Philippe Legois, le directeur du dispositif. Une tâche ardue tant la mémoire étudiante est, par nature, éphémère. « Les mouvements souffrent du caractère transitoire de leur statut social

du renouvellement rapide des générations et des équipes militantes. Les universités elles-mêmes semblent peu soucieuses de pérenniser cette mémoire », indique M. Legois. La preuve : seule une quinzaine des 90 établissements universitaires français dispose d'un service d'archives.

À sa façon, le Caarme ambitionne de les suppléer. Outre le directeur, trois permanents s'y attachent. Leur mission ? « Pour l'instant collecter les documents susceptibles d'éclairer l'histoire étudiante à travers ses mouvements aux deux sens du terme : aussi bien ses soubresauts que ses structures représentatives. Nous aimons, nous tréponons ensuite ».

Après trois ans, la récolte n'est pas mince. Sollicités ou spontanément, des particuliers, d'anciens syndicalistes ont confié au Caarme quelque

25 fonds d'archives dont une douzaine de fonds nationaux et une dizaine de régionaux. Certains remontent aux années 40 ou à la guerre d'Algérie, d'autres proviennent d'anciens « acteurs » de Mai 68 à Reims.

Mais le Caarme garde aussi la mémoire audiovisuelle des congrès étudiants ou des mouvements les plus récents contre le CPE en 2006 ou la loi LRU (libertés et responsabilités des universités) à l'automne dernier.

Au total, les documents collectés à ce jour, représentent 80 mètres



Jean-Philippe Legois, au milieu de ses archives rémoises, tente de sauvegarder la mémoire étudiante locale. Christian-Philippe PARIS

linéaires d'archives, plus de 6.000 photos, une centaine d'heures de vidéos, une dizaine de témoignages oraux, plus de 500 sites web et plusieurs centaines de documents numérisés. « Et ce n'est pas fini. Les personnes en possession de documents intéressants peuvent nous contacter », indique M. Legois. Avis aux amateurs.

Le 29 mai à 17 heures, conférence-débat à la mairie de Reims avec les témoignages de Michel Silland et Jacques Husselet, leaders étudiants à Reims en 68.

Reims, gardienne de la mémoire des mouvements étudiants



Écrit par virginie.blum@mairie-reims.fr

28-05-2008

Reims, gardienne de la mémoire des mouvements étudiants

Mai 68 à Reims comme partout en France, les amphis s'échauffent et les pavés volent. Quarante ans après, des acteurs de l'époque témoignent, documents à l'appui.

Unique en France et basée à Reims, la Mission CAARME (Centre d'animation, d'archives et de recherches sur les mouvements étudiants) a pour objectif d'archiver au fil des ans les documents écrits, audiovisuels ou informatiques afin de sauvegarder le patrimoine des mouvements étudiants.

Reims, mémoire des mouvements étudiants

La Mission CAARME collecte, sauvegarde et valorise les archives étudiantes, tant régionales que nationales, accumulées par les syndicats et les associations d'étudiants : tracts, affiches, discours, comptes rendus d'assemblées générales mais aussi insignes, banderoles, T-shirts et autres objets identitaires ou promotionnels. La structure possède plusieurs fonds de documents, dont certains remontent aux années 40, et a lancé des programmes de numérisation de milliers de supports écrits, principalement des journaux étudiants. La mémoire audiovisuelle n'est pas oubliée puisque le recueil d'enregistrements divers (congrès étudiants, assemblées générales, grèves...) est régulier, de même que l'archivage des sites Internet des mouvements étudiants. Autant de ressources documentaires mises à la disposition des chercheurs (historiens, sociologues, anthropologues, linguistes...) et du public, dans le cadre d'une démarche qui s'est imposée comme une référence au niveau national. La mission CAARME a été créée il y a trois ans par la Ville de Reims, l'Université de Reims Champagne-Ardenne et le Germe (Groupe d'Etudes et de Recherches sur les Mouvements Etudiants).

Les mouvements étudiants en mai 68 à Reims : conférence-débat le 29 mai

Des militants de l'époque, animeront une conférence-débat jeudi 29 mai à 17 heures à l'Hôtel de Ville de Reims.

La présentation du « Journal électronique de la Commune étudiante » complétera leur intervention. Cette base de données permettra de se plonger dans les tracts et expressions éphémères du mouvement étudiant de 1968. Elle est réalisée conjointement par la Mission CAARME, les Archives Municipales de Lyon et l'université de Paris 1.

Mission CAARME - 95 boulevard du Général Leclerc

tél. : 03.26.83.86.90 ou www.caarme.fr

Contact presse Ville de Reims : Virginie Blum - virginie.blum@mairie-reims.fr

Tél. : 03.26.77.75.44 - 06.20.24.56.06

